

**PROJET DE LOI DE FINANCES 2018 :
ENTREPRENDRE DANS LA CULTURE, MAIS BÉNÉVOLEMENT
ON NE PRETE QU'AUX RICHES**

Les premières annonces du budget de la culture sont très alarmantes pour le secteur indépendant de la création. Les collectifs artistiques du spectacle vivant, compagnies professionnelles et lieux intermédiaires que nous représentons sont déjà extrêmement fragilisés par la fin des emplois aidés et un recul net des aides de certaines collectivités territoriales. Nous attendions de l'Etat une attention particulière pour pallier cette précarité, en cohérence avec les valeurs de répartition équitable des ressources que le gouvernement défend dans d'autres secteurs professionnels. Mais l'annonce du budget de l'Etat 2018 est une mauvaise nouvelle supplémentaire, avec le choix assumé d'augmenter les structures labellisées et de baisser les subventions aux autres entreprises culturelles, les équipes de création comme les lieux indépendants.

Puisque la modernisation de l'action publique fait partie de la feuille de route du gouvernement, prendre la mesure des responsabilités des différents acteurs du secteur de la culture devient essentiel. A ce titre, rappelons que le rôle des équipes indépendantes de création est primordial et ne se résume pas à celui de producteurs de spectacles ou d'événements que l'on vient voir dans les théâtres et espaces publics. Nous voulons croire qu'il est encore possible de reconnaître leur nécessaire présence sur tout le territoire, par des formes les plus variées et originales, ainsi que la dimension professionnelle de leur travail, en leur donnant les moyens budgétaires suffisants. Ce sont ces équipes qui prennent le risque de l'innovation, de la recherche, qui tissent tous les jours des liens avec les populations, dans les quartiers, les lycées, les écoles, les prisons et autres lieux, culturels ou pas, en dehors des institutions.

L'Etat aurait un intérêt certain à développer une politique volontariste d'aide aux projets culturels et artistiques de territoire. Car au travers de la mise en place de projets associant artistes et citoyens, nos petites entreprises permettent la reconnaissance, la cohabitation et le croisement des cultures. Le lien nécessaire pour faire société. Ce travail nous apparaît comme une étape indispensable pour le développement de politiques publiques concertées.

Nous demandons que soit revu le contenu des programmes 131 et 224, en cohérence avec les objectifs annoncés de l'« accès de tous à l'ensemble de la création et [de] l'irrigation des territoires ». A ce titre, nous demandons, comme les Centres Dramatiques Nationaux, une augmentation de 12 millions d'euros pour le secteur indépendant, afin de répondre aux missions de service public qui sont les nôtres.

Il y a une exigence démocratique à défendre l'offre culturelle dans sa plus grande diversité et sa plus large inscription territoriale. Elle est - dans la proximité - le plus souvent le fait d'équipes et lieux indépendants et ne peut se résumer aux seules propositions des scènes labellisées centralisées.